

**FLN : SAÂDANI EFFECTUE SA RENTRÉE ET PROMET :****«Je dirai tout mercredi prochain»**

**Le secrétaire général du Front de libération nationale, Ammar Saâdani, est «réapparu», hier, après une énigmatique absence de quatre mois, en présidant une réunion du bureau politique du parti à Hydra. Il effectue, à l'occasion, sa rentrée politique, mais une rentrée qui ne sera pas «fracassante», comme tout le monde l'attendait. Du moins, pas encore !**

**Kamel Amarni Alger - (Le Soir)** - «Je remercie les représentants de la famille de la presse d'être présents aujourd'hui avec nous et je leur donne rendez-vous pour mercredi prochain.»

C'est par cette phrase inattendue que Saâdani clôturera sa brève allocution d'ouverture des travaux du bureau politique, devant une assistance constituée d'une majorité écrasante de journalistes représentant quasiment tous les médias nationaux.

C'est que, en soi, ce «retour» de Ammar Saâdani au-devant de la scène constitue un événement. Sa longue absence, ajoutée au fait que, depuis fin septembre 2013, ses interventions et ses sorties publiques fracassantes ont fini par en faire l'homme politique le plus suivi par les médias et l'opinion.

Saâdani le sait, bien sûr et, avec un sourire complice, il ajoutera en direction des journalistes : «Mercredi prochain, nous allons tenir une autre réunion, élargie cette fois aux membres de l'instance de coordination et aux mouhafedhs du parti et je vous promets de répondre à toutes vos questions et sur tous les sujets, au cours d'une conférence de presse que j'animerai à l'occasion.»

A peine s'il concédait, hier, quelques phrases, en guise de réponses à une série de questions que lui posera quand même un confrère. Elles portaient toutes sur les sujets politiques brûlants de l'heure : «Mais qu'avez-vous laissé alors pour mercredi ?» ironisera le SG du FLN avant de

lâcher quelques phrases génériques, tirées de son discours habituel : «L'Etat civil est une nécessité (...) Le gouvernement doit être issu des partis politiques. Avec l'Etat civil, finis les gouvernements parallèles, les quotas et les enquêtes défavorables.» Il dira, en plus de cette pique, en direction de sa bête noire, le général Toufik, que «les

périodes de transition nous les avons dépassées, en Algérie».

Et là, c'est l'opposition qui est ciblée. Ce sera, à peu près, tout, pour cette première sortie, Saâdani préférant, cette fois, opter pour un discours «apaisé», avec une allocution d'ouverture des plus ordinaires et un communiqué du bureau politique tout aussi classique et reprenant les positions traditionnelles au parti, sous l'actuel secrétaire général. Pour le reste, Saâdani remet ça pour mercredi prochain à l'hôtel Ryadh de Sidi-Fredj où aura lieu la réunion des mouhafedhs ainsi que sa conférence de presse.

**K. A.**



Photo : DR

**Ammar Saâdani, SG du FLN.**

**LE NOUVEAU CODE DU TRAVAIL RELANCE LA CONTESTATION SOCIALE****Les acquis sociaux sous le coup de la menace ?**

**Attendu pour promulgation en 2015, après avoir été finalisé en 2014, le nouveau code du travail ne verra le jour qu'en 2017. Selon des sources proches du dossier, il sera programmé lors de la première réunion du Conseil des ministres l'an prochain et proposé à débat à l'APN avant la fin du premier trimestre de la même année.**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - Mais en attendant les dates-butoirs de toutes ces échéances, le nouveau code du travail constitue un des principaux points contenus dans la plate-forme de revendications avancée par l'Intersyndicale dans la perspective des deux jours de grève générale fixés aux 17 et 18 du mois en cours. Convaincus de leur démarche, les animateurs de l'Intersyndicale considèrent que «l'avant-projet du code du travail, s'il venait à être adopté avec son contenu actuel, inaugurerait une ère de régression sociale sans précédent». On considère que «le principe de flexibilité consacré dans ce projet fait peser une menace sur la sécurité et la pérennité de l'emploi». Expert des questions sociales et de la

législation du travail, Nouredine Boudierba estime, pour sa part, que cet avant-projet «nous donne un avant-goût de ce que sera demain le nouveau statut des travailleurs concocté par les forces de l'argent : une marchandise et un levier d'ajustement pour maximiser le profit des nouveaux capitalistes». Le constat est également partagé par des cadres syndicaux de l'UGTA. Rappelons que l'avant-projet en question était destiné aussi bien au secrétaire général de l'UGTA qu'au président du FCE. L'organisation patronale que préside M. Ali Haddad avait d'ailleurs interpellé, il y a quelques jours, le premier responsable du département du travail pour la «mise en place d'une commission mixte pour «l'élaboration du futur code du travail qui doit être adapté aux évolutions du marché du travail et à l'émergence de nouvelles technologies».

Du côté de la centrale syndicale, on préfère patienter, «en attendant que la situation soit propice pour relancer le débat sur la question». Mais entre les deux (UGTA et FCE), le gouvernement, par le biais du ministre du Travail, tente de rassurer que «les acquis ne seront pas touchés». «Faux», rétorque M. Boudierba. Selon lui, «le nouveau code du travail s'il venait à être validé aurait des conséquences néfastes sur le

monde du travail». «On assistera à la généralisation du CDD (contrat à durée déterminée) et à l'introduction du travail intérimaire et de sous-traitance exposant leurs titulaires à une vulnérabilité plus grande ce qui aura pour conséquence d'aggraver la précarité qui caractérise déjà l'emploi en Algérie.» Et d'ajouter avec pessimisme : «Des facilités de licenciement à moindre coût, même sans raison, seront accordées à l'employeur qui aura, par ailleurs, les pouvoirs absolus et injustifiés d'aménager unilatéralement les horaires de travail, de prolonger leur durée, de reporter la journée de repos hebdomadaire et de la fixer par roulement.

La définition du travail de nuit a été revue pour éviter des majorations de la rémunération horaire, et l'interdiction d'y affecter les femmes ou les apprentis a été levée.» La principale question qui se pose dans le milieu du travail concerne la remise de l'ensemble des acquis du monde du travail. Pour cet ex-cadre syndical et spécialiste des questions du travail, «la menace est désormais réelle». Pour lui, le nouveau code est porteur des germes d'une «réelle remise en cause des droits syndicaux, notamment le recours à la grève ou encore la négociation collective et à la participation».

**A. B.**

**ALI BENFLIS À PROPOS DES PROCHAINES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES :****«Les jeux sont faits et cette échéance n'est rien d'autre qu'une perte de temps»**

**Ali Benflis, président de Talaie El Houriat, n'y est pas allé par quatre chemins pour donner son avis sur les prochaines élections législatives auxquelles il n'a, d'ailleurs, pas encore tranché sur sa participation. «Le pays fait face à une crise politique, économique et sociale d'une envergure sans précédent à laquelle les élections à venir ne changeront rien», a déclaré Benflis dans un entretien accordé au journal El Watan.**

Le président de Talaie El Houriat ne se fait pas d'illusion sur la légitimité des prochaines élections. «Les jeux sont faits» a affirmé Benflis qui soutient que le système politique en place qui répète ses mauvais choix et poursuit sa fuite en avant, sait que la fin de la tricherie politique et de la fraude électorale signifieraient en même temps sa propre fin. Deux éléments, dit-il, qui sont vitaux à la survie de ce régime et auxquels il ne peut donc pas y renoncer. «Rien n'importe pour lui, ni ses manquements à la morale et à l'éthique publique, ni sa violation de la sacralité du suffrage univer-

sel, ni son irrespect manifeste pour la souveraineté populaire sans laquelle aucune construction d'un Etat de droit n'est possible», a déclaré l'ancien candidat aux présidentielles de 2014. D'ailleurs, poursuit-il, ce régime ne s'en cache même pas et «met tout sur la table». «Il vient de nous signifier que rien ne changera et que les élections continueront à se dérouler dans les conditions qu'il aura lui-même fixées, qu'elles obéiront toujours aux règles qu'il aura lui-même édictées et que leurs résultats seront ceux qu'il aura lui-même prédéterminés. Le régime en place vient aussi de nous signi-

fier que rien ne le dérange à ce que de nouvelles institutions illégitimes, sans représentativité et sans crédibilité succèdent aux anciennes tout aussi illégitimes, non représentatives et non investies de la confiance citoyenne» a déclaré le président de Talaie El Houriat qui estime que ce même régime refuse toujours d'admettre que la problématique de la légitimité est à l'origine de l'impasse politique actuelle. Affirmatif, Benflis dit que rien n'aura changé, ni avant, ni après la tenue des prochaines élections, si ce n'est que le régime politique voudra bien croire qu'il aura gagné un peu de temps mais aura en même temps fait perdre beaucoup au pays.

L'intervenant estime, d'ailleurs, qu'à trop se focaliser sur ces élections, on perd de vue l'essentiel qui réside dans un système politique archaïque qui a besoin d'une refondation et d'une autre réalité vu que le pays fait face à une crise

politique, économique et sociale d'une envergure sans précédent à laquelle les prochaines échéances ne changeront rien et n'influenceront en rien sur le cours particulièrement dangereux qu'elle est en passe de prendre.

Sur le plan social, ces élections, poursuit-il, n'apporteront rien de nouveau au pays et le peuple sait pertinemment qu'il n'a rien à attendre. Face à cette crise, constate-t-il, les élections à venir ne font pas le poids. «Elles peuvent occuper ou distraire ceux qui veulent bien leur accorder une importance, ou donner l'illusion d'une routine ou d'une normalité pseudo-démocratique, mais derrière cette devanture de la routine et de la normalité, il y a un Etat national dont les vulnérabilités s'accroissent, une économie nationale en perdition et une société saisie d'angoisse et de crainte quant à son avenir», analyse Ali Benflis. Cette échéance n'est, dit-il, au final

qu'une perte de temps au moment où la crise de régime s'amplifie et s'aggrave alors que le pouvoir a d'autres soucis que sa prise en charge.

Par ailleurs, Benflis estime que l'opposition a réussi à poser les vrais problèmes en mettant le pouvoir devant ses responsabilités et en imposant la transition démocratique dans le débat politique national. Des acquis incontestables, dit-il, et si le pouvoir conteste le bien-fondé «cela n'entame en rien leur pertinence et leur justesse».

Toujours à propos de l'Icso, Benflis explique que ce qui unit ces forces politiques, c'est la revendication commune d'une transition démocratique et non pas la participation ou pas aux prochaines échéances électorales. Il n'y a pas lieu d'un éventuel éclatement de cette opposition, estime-t-il, tant que cette revendication constitue le cœur de cette instance.

**Synthèse Salima Akkouche**